

## DANS QUELLE SOCIÉTÉ SOUHAITONS-NOUS VIVRE ?

L'état de notre société s'aggrave. Organisée exclusivement autour du profit, réduisant les personnes à des choses pouvant être échangées, vendues et jetées, elle fabrique des inégalités, maltraite sa population, entretient l'exclusion et la haine de l'autre, attaque les droits fondamentaux que sont le droit à la santé, à l'éducation, au travail, au logement, à la culture, et démantèle méthodiquement les droits sociaux, du travail, des étrangers... pourtant si durement acquis. Une société qui détruit le service public, lui demandant de se comporter comme une entreprise privée, sommée, sinon de faire des bénéfices, du moins de ne pas être en déficit; ainsi à l'hôpital pour faire des économies la question de la pertinence de certains soins arrive à se poser.

Que devient alors le droit à la santé pour tous ? Une société liberticide malgré son discours, car il n'y a pas plus coercitif que cette société où l'individu est réduit à un animal conditionné à des comportements prévisibles, objet de contrôle, de quantification et d'évaluation. Une société où les fondements même de notre République démocratique sont bafoués. Pour cela, différentes méthodes sont employées: la culture du danger, la criminalisation des plus fragiles, la culpabilisation des pauvres et des chômeurs, la haine des étrangers, tout cela justifiant le repli sur soi, la mise en place d'un Etat sécuritaire et fait le lit de partis anti-démocratiques comme l'extrême droite.

### - **La culture du danger : apeurer pour étouffer toute opposition :**

Notre société cultive le danger qui alimente à la fois la peur et la haine : danger de perdre son emploi accru par la hausse du chômage et la précarité de l'emploi, danger de la pauvreté, danger venant de l'autre, de l'immigré, du délinquant, du fou... à cela s'ajoute l'instabilité dans le monde du travail, promue sous les demandes de mobilité, de flexibilité, ce qui génère une incertitude et une insécurité insupportables pouvant être récupérées et projetées sur des minorités (les étrangers...).

Ce sentiment d'insécurité entretenue a pour fonction de garantir la paix sociale. Qui oserait se plaindre de ses conditions de travail, tant de chômeurs attendent à la porte, prêts à prendre votre place ? Cette culture du danger appelle une recherche de protection et de sécurité basée sur le fantasme d'une société sans risque, débarrassée de tout ce qui dérange.

### - **La criminalisation comme outil d'exclusion:**

La criminalisation du fou (tous les malades mentaux sont des criminels en puissance), des étrangers (les musulmans sont tous des islamistes terroristes), des pauvres et des chômeurs (ils sont tous fraudeurs et vivent de l'assistanat)... participe de ce phénomène. La lutte engagée contre la prétendue fraude aux prestations sociales comme le RSA en est un exemple.

Cette fraude nous est présentée comme l'une des causes de la dette du pays, or elle est bien inférieure à celle perpétrée par de vrais délinquants fiscaux et par certains employeurs indélicats. Aussi, si la chasse aux fraudeurs peut être nécessaire dans l'intérêt de l'ensemble de la société, en revanche la stigmatisation des plus pauvres est véritablement scandaleuse.

### - **La culpabilisation des pauvres et des chômeurs:**

Une société culpabilisante dans laquelle les personnes ayant des droits sont considérées comme des assistés. Nous jouissons tous de la sécurité sociale, sommes-nous tous des assistés ? Le dernier rapport d'évaluation du RSA a souligné que la majorité des allocataires potentiels du RSA n'en faisait pas la demande et que d'autres pouvant y prétendre, l'ignoraient. Où est l'assistanat tant décrié ? Le social coûterait cher, justifiant la fermeture de logements d'urgence, de foyers, la baisse des subventions pour les associations caritatives . Mais combien coûterait au pays l'absence de ces moyens ? De nombreuses personnes pauvres n'osent pas se faire soigner, or la tuberculose refait son apparition en France essentiellement dans les milieux défavorisés faisant craindre une épidémie ce qui aurait de graves répercussions humaines et économiques. Qui s'en soucie ?

Cette société banalise le mal et maltraite sa population des plus jeunes aux plus vieux, ces derniers souffrant le plus de la pauvreté et du chômage.

En France, le taux de pauvreté s'est accru depuis 2002 de 9% et a augmenté de 0,5 point entre 2008 et 2009, soit 13,5% d'individus vivant en-deçà du seuil de pauvreté (954 euros par mois pour une personne seule) c'est-à-dire 8,2 millions de personnes. Ce sont les enfants vivant dans une famille monoparentale qui sont le plus touchés 33,8% soit 2,3 fois plus que dans l'ensemble de la population. Les étudiants (45000 en 2007) également dont certains pour sortir de la misère se prostituent. Voilà ce que nous faisons de notre jeunesse !

L'âge de la retraite a été reculé, or les séniors ne retrouvent pas de travail car trop chers, mais les jeunes ne sont pas employés pour autant. Ainsi, sans surprise, les jeunes de moins de 25 ans et les personnes âgées de plus de 50 ans sont les plus touchés, essentiellement les seconds, avec respectivement +4,5% et +11,7%.

En stigmatisant les pauvres et les chômeurs (feignants, assistés...) l'Etat justifie la misère et la précarité en se dédouanant de toute responsabilité. Or, la pauvreté et le chômage ne sont pas jugés pour ce qu'ils sont, le produit d'un système maltraitant. Un système qui a besoin de la misère du peuple, car plus la société se paupérise plus les financiers s'enrichissent, quant aux chômeurs ils constituent une réserve de main d'œuvre à disposition. Mais cela est tu, on préfère trouver des boucs-émissaires comme les étrangers.

- **La haine de l'étranger:**

Trop d'étrangers en France qui nous voleraient notre travail et nous prendraient nos aides. Faux. Le flux migratoire en France est parmi les plus faibles de l'OCDE, la situant à l'avant dernière place, En effet, le flux migratoire moyen de l'OCDE est de 0,7% de la population résidant déjà dans le pays concerné, contre 0,23% en France. La Basse-Normandie, comme le grand Ouest (Bretagne et Pays de la Loire), est peu concerné par l'immigration puisque celle-ci en 2005 était de moins de 3% de la population essentiellement des Britanniques. La France est donc bien loin d'être la première terre d'immigration. Par ailleurs, de nombreux français partent s'installer à l'étranger, aimerions-nous que nos proches soient traités comme des parias ou des profiteurs?

- **Contre la société civile : un Etat de droit :**

Cette société civile n'est pas une fatalité malgré ce que nos dirigeants cherchent à nous faire croire en répandant la thèse selon laquelle l'évolution sociale est entièrement soumise à l'économie et sur laquelle ils n'ont aucune prise. Faux. Les élus sont les dépositaires, les délégués de la souveraineté populaire et à cet égard ils sont sous sa dépendance et son contrôle. Le citoyen peut faire entendre sa voix et dire qu'il refuse les belles paroles et les promesses qui ne seront pas tenues, qu'il veut des actes.

Il demande que les élus s'engagent réellement pour la défense d'une société basée sur un Etat de droit défendant l'égalité des droits en s'opposant aux privilèges et l'équité dans la répartition des biens, assurant la protection des personnes, la défense des intérêts universels et non pas individuels et garantissant les droits fondamentaux et inaliénables que sont : le droit au logement (plus de 3 millions de personnes sans logement en France et 10 millions de mal logés) ; le droit au travail, particulièrement pour les jeunes et les séniors (4,538 millions chômeurs en incluant les DOM) ; le droit à la santé, à l'éducation, à la justice pour tous, sans condition de ressources ; le respect des étrangers et de leurs droits tels qu'ils sont définis par les conventions internationales, notamment la convention de Genève (Plus de 32 000 étrangers expulsés en 2011) ; la défense et la promotion des services publics, garants du bien vivre ensemble. Les citoyens veulent un Etat fondé sur un pacte social, qui garantit l'égalité, la solidarité des peuples qui le composent et permet à chacun de se réaliser avec l'autre et non pas à ses dépens. Défendons les valeurs de notre République démocratique de liberté, d'égalité et de fraternité.

Les élections sont le moment privilégié où le peuple souverain fait entendre sa voix, car être citoyenne ou citoyen, c'est être un acteur de la vie politique et non pas un spectateur passif et muet.

**Alors, dans quelle société souhaitons-nous vraiment vivre ?**

**A nous de le décider par notre vote lors des élections présidentielles et législatives 2012**

***La section LDH d'Alençon pour le Comité Régional de Basse-Normandie (avril 2012)***